



attac

Le Courriel d'information

n° 161 – Mardi 22 août 2000.

CAP SUR LA RENTREE

Dans ce numéro

- 1- Pascal Lamy à l'université d'ATTAC
- 2- Les femmes de la planète se mobilisent
- 3- Prague 2000 (BM et FMI)
- 4- Déclaration de Kinshasa

En bref...

1- *Pascal Lamy à l'université d'ATTAC. Le commissaire européen participera au colloque de samedi sur le commerce international.*

2- *Les femmes de la planète se mobilisent. La Marche des femmes pour l'an 2000 entre dans sa dernière ligne droite avant les manifestations européennes et mondiales en octobre.*

3- *Prague 2000 (BM et FMI). Les manifestations avant tout pacifiques et constructives (outre les manifestations de rue, de nombreuses rencontres, colloques, conférences sont prévues) s'organisent. Ici l'exemple des mobilisations en Belgique.*

4- *Déclaration de Kinshasa. Celle-ci est le résultat de quatre journées de rencontres au Congo. Elle vise à rendre compte des solutions pour la lutte contre la pauvreté et l'annulation de la dette externe du pays.*

Pascal Lamy à l'université d'ATTAC

Pascal Lamy, Commissaire européen, directeur de la DG1, autrement dit celle du commerce, et représentant de l'Union européenne auprès de l'OMC lors des négociations avortées à Seattle, assistera à l'université d'été d'ATTAC qui se déroule à La Ciotat à partir de demain et jusqu'à Samedi.

Rassurez-vous, il ne vient pas prendre des cours. Il ne vient pas en donner non plus. Il a demandé à être invité et à participer au colloque qui se déroulera samedi 26 août.

15H 00 - 19 H 00 COLLOQUE

Le commerce international : sa fonction, sa régulation et les enjeux des négociations en cours à l'OMC, avec Nuri Albalá, avocat à la Cour ; Bernard Cassen, président d'Attac ; Susan George, présidente de l'Observatoire de la mondialisation, vice-présidente d'Attac, et Bernard Maris, professeur à l'Institut d'études européennes de l'université Paris VIII, vice-président du Conseil scientifique d'Attac ; et donc avec aussi Pascal Lamy Commissaire européen.

En espérant qu'un réel dialogue puisse s'établir et pourquoi pas que la raison finisse par triompher... En tous les cas pour celles et ceux qui ne pourront être présents des militants d'ATTAC ainsi que le Groupe Culture ont pensé à tout... Une agence multimédia est entrain de naître. Celle-ci recevra son baptême durant l'université d'été et assurera la retransmission du colloque en plus de celle des cours : <http://216.10.9.55/site/> pour le moment.

Les femmes de la planète se mobilisent

Les femmes de la planète se mobilisent! La Marche mondiale des femmes en l'an 2000 est commencée. Déjà plusieurs pays ont organisé des actions importantes. D'autres s'apprentent à se mobiliser en portant des revendications nationales auprès de leur gouvernement. La campagne de signatures des cartes d'appui va bon train.

Les Nations Unies en recevront certainement des millions!

À ce jour, des groupes de femmes dans 157 pays et territoires participent à la Marche



attac

mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence faite aux femmes. 101 pays se sont donnés des coordinations nationales et organisent des actions d'envergure. Les médias parlent de la Marche comme d'un événement sans précédent dans le mouvement des femmes à l'échelle planétaire. Nous, femmes du monde, avons bien des raisons d'être très fières de nous.

Le Secrétaire général des Nations Unies, monsieur Kofi Annan, recevra notre délégation de 200 femmes le 17 octobre prochain à New York. Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Horst Köhler, a accepté de nous rencontrer le 15 octobre à Washington. Nous attendons la réponse du président de la Banque mondiale, M. James Wolfensohn, et avons bon espoir qu'il acceptera également de nous rencontrer. Le mouvement des femmes devient un acteur de plus en plus incontournable de la scène politique à travers le monde grâce aux luttes de toutes celles qui nous ont précédées et aux actions que nous organisons dans nos localités, nos régions, nos pays ou territoires et dans nos réseaux internationaux.

Vous avez certainement entendu parler de la session extraordinaire des Nations Unies sur les femmes, plus communément appelée, Beijing+5. Au cours de cette session tenue du 5 au 10 juin, à New York, les femmes ont pu constater à quel point les gouvernements résistent à reconnaître aux femmes une véritable égalité. Ils sont nombreux à s'opposer à des mesures concrètes pour lutter contre la violence et la pauvreté. Cependant, grâce aux pressions des féministes, des gains timides voient le jour. Par exemple, la dénonciation des " crimes d'honneur " ou des mariages forcés.

Mais il est long le chemin vers légalité et la Marche mondiale des femmes est plus que jamais nécessaire! Nous vous encourageons à participer à cette Marche par tous les moyens qui vous sont accessibles. Nous devons déposer aux Nations Unies des millions de signatures en appui aux revendications mondiales de la Marche (cartes d'appui, pétitions, etc.). Tous vos efforts pour recueillir des signatures sont essentiels. En septembre et octobre, des actions locales, régionales ou nationales sont prévues dans de nombreux pays. Vous y serez, nous le savons! Le 15 octobre, une délégation internationale participera à la marche nationale des États-Unis. Cette marche passera devant les bureaux du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Le 17 octobre, des milliers de femmes en provenance des pays participants

à la Marche se rassembleront dans les rues de New York pour participer au point culminant du beau projet d'action qu'est la Marche mondiale.

Nous vous invitons, bien sûr, à vous rendre à New York et à Washington si vous le pouvez. Nous sommes conscientes, cependant, qu'un tel voyage sera impossible pour la très grande majorité des femmes en raison des coûts.

C'est pourquoi, nous invitons les femmes de partout à manifester leur solidarité le 17 octobre, non seulement avec celles qui se rendront à New York, mais aussi avec les femmes du monde entier, en posant un geste d'appui, là où elles seront. Ce geste devrait être accessible à toutes les femmes de votre pays et visible par la population. Par exemple, nous pouvons faire du bruit partout en même temps, porter un vêtement distinctif ou un ruban, cesser de travailler durant une heure, etc.

N'oubliez pas de nous informer sur toutes les actions que vous entreprendrez. Cela nous sera très utile pour faire connaître l'ampleur de la Marche mondiale aux médias et pour les bilans que nous aurons à effectuer après le 17 octobre. Déjà, le 18 octobre, à New York, une rencontre du Comité de liaison international et d'une représentante par pays aura lieu pour un premier retour sur les activités. Par la suite, le Comité de coordination de la Marche mondiale des femmes recueillera les bilans nationaux et organisera au cours de l'année 2001 une rencontre du Comité de liaison international. Cette rencontre complétera la période des bilans et permettra de débattre des suites de la Marche. En effet, de plus en plus de femmes réclament des suites à ce mouvement d'envergure et sont désireuses de continuer à participer à l'immense réseau de solidarité que nous construisons, toutes ensemble, depuis trois ans.

Bonne chance dans l'organisation de toutes vos activités! Construisons ensemble un monde fondé sur légalité, le partage de la richesse, la solidarité sociale, la justice, la liberté et la paix. Les femmes sont au coeur de ce monde nouveau.

Françoise David, Présidente Fédération des femmes du Québec
Plus d'informations : marchfem@ras.eu.org

Prague 2000 (BM et FMI)

En partenariat avec l'antenne bruxelloise de l'Association pour la taxation financière et l'aide



attac

aux citoyens (ATTAC), de jeunes militants se sont réunis autour d'un projet ambitieux et immédiat : contacter toutes les associations citoyennes concernées en Belgique afin d'organiser un voyage collectif de Bruxelles à Prague en vue de participer aux événements qui s'y dérouleront du 19 au 28 septembre 2000, parallèlement à la réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

D'importantes manifestations auront lieu durant toute la durée de la Réunion. Des rencontres entre les militants venus du monde entier sont également programmées. Les manifestations et activités seront non-violentes et ouvertes à tous.

LE PROJET EN QUATRE ELEMENTS

- Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale sont des institutions financières dont le rôle consiste à équilibrer la finance internationale et à organiser l'aide aux pays pauvres. D'influences néolibérale, elles contribuent activement au processus de mondialisation économique. Leur travail est aujourd'hui vigoureusement remis en question, autant par des mouvements citoyens que par des spécialistes.

- Un grand nombre d'organisations non-gouvernementales et d'associations de citoyens se sont réunies afin d'organiser, à l'instar des événements de Seattle, Washington et, récemment, Millau, un rendez-vous mondial des opposants à la mondialisation néolibérale.

- A Bruxelles, en partenariat avec diverses associations (voir page 5) un programme d'unification des mouvements opposés à la mondialisation a été mis en place. Il comprend la sollicitation des associations, l'organisation du voyage et la publication d'un site Internet destiné à diffuser l'information et à faciliter l'accessibilité au voyage.

- Le 28 août, une réunion publique se tiendra au Cinéma NOVA à Bruxelles. Le projet y sera exposé et débattu en présence de personnalités.

Vous trouverez ci-après un exposé détaillé des bases et enjeux des manifestations de Prague ainsi qu'un plan de faisabilité du projet. Suite à ceux-ci, la liste des structures et personnes à contacter. En annexe, des extraits d'un rapport officiel adressé aux gouvernements et aux responsables du FMI.

1.PRAGUE 2000

La 55ème réunion annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale se tiendra à Prague du 19 au 28 septembre 2000. Cet événement prestigieux regroupera plus de 20.000 investisseurs, économistes, managers et journalistes du monde entier et à pour objectif la confirmation de la mondialisation du commerce international et de l'aide aux pays pauvres selon les principes économiques du libre-échange. La mondialisation financière est définie par les institutions internationales qui assurent sa pérennité - le FMI et la Banque mondiale mais aussi l'Organisation pour la coopération et le développement (OCDE) et surtout l'Organisation mondiale du commerce (OMC) - comme un extraordinaire moteur de croissance économique. Cette globalisation contribuerait donc à la réduction des inégalités dans le monde, créant des emplois dans les pays industrialisés et permettant aux pays en voie de développement d'améliorer leur condition en s'ouvrant au commerce international.

Depuis l'aube du néolibéralisme, un certain nombre d'économistes et d'intellectuels s'ingénient à récuser les précédentes affirmations et à démontrer que cette mondialisation implique des effets pervers à plus d'un titre dont les plus évidents sont précisément la croissance des inégalités ainsi que de lourds problèmes environnementaux. De nombreuses organisations non-gouvernementales (ONG) se sont aujourd'hui ralliées à la position définissant la mondialisation néolibérale comme la source même des maux de la planète. Des associations de citoyens aux revendications similaires sont également apparues en grand nombre et leurs listes de militants et sympathisants ne cessent de s'accroître. En novembre 1999, le sommet organisé à Seattle (Etats-Unis) par l'OMC fut littéralement mis en échec par des manifestations organisées par les organismes susvisés. Le congrès du FMI à Washington, en mai 2000, fut également troublé par de larges mouvements d'opposition. Enfin, le procès de José Bové et des autres membres de la Confédération paysanne (association française militante contre la surtaxe des produits régionaux à l'étranger), s'étant déroulé à Millau (Cantal) en juin dernier, rassembla plus de 70 000 personnes venues soutenir ceux qui représentent déjà un emblème de la lutte des particuliers contre des puissances financières se croyant intangibles.



attac

Ainsi, le prochain rendez-vous mondial des opposants à la mondialisation néolibérale trouve naturellement sa place à Prague. Les principales revendications des manifestations auront attiré à l'annulation de la dette des pays en voie de développement, au respect de l'environnement, à l'arrêt des programmes d'ajustement structurel du FMI et, globalement, à l'opposition à la mondialisation néolibérale. La richesse de cette opposition commune se définit par l'unification de mouvements aux racines diverses, se retrouvant au sein d'un combat collectif et brassant ainsi des influences culturelles et politiques variées. Durant tout le congrès, de multiples activités se dérouleront parallèlement à celui-ci. Manifestations bien sûr, mais aussi des conférences, forums, débats et spectacles qui feront de cet événement une rencontre internationale créative et enrichissante pour tous ceux qui souhaitent s'opposer au totalitarisme économique. Naturellement, les points de vue diffèrent quant aux propositions exposées en vue d'améliorer la situation du monde. Mais c'est sur le terrain de la lutte que naissent les alternatives concrètes et réalisables, développées collectivement et démocratiquement.

2. PROGRAMME DES EVENEMENTS

Les manifestations et activités sont prévues exactement aux dates de la réunion officielle, du 19 au 28 septembre 2000. Toutefois, la Réunion à proprement parler du FMI et de la Banque mondiale se déroulera du 26 au 28 septembre, les dates précédentes servant à la tenue de réunions internationales du même type et aux conférences de presse. Le 26 septembre a donc été choisi par la majeure partie des ONG organisatrices des manifestations comme « Journée mondiale d'opposition ». Des manifestations auront lieu dans le monde entier à cette date, les associations locales ne pouvant se rendre à Prague sont invitées à organiser des actions collectives non-violentes dans leur propre ville.

PROGRAMME OFFICIEL DE LA REUNION

- 19 septembre : Accueil des participants. Ouverture officielle du congrès.
- 20 septembre : Conférences de presse .
- du 22 au 25 septembre : Sessions de séminaires dirigés par le FMI et la BM : « Réaliser une économie globale pour tous (Making the Global Economy Work for Everyone) ». De nombreux investisseurs et managers du domaine privé seront présents.

- 23 septembre : Réunion des représentants des G8 et G24 concernant la collaboration avec les institutions.
- 24 septembre : Meeting du Comité de Développement (Development Committee).
- 25 septembre : Réunion des représentants du FMI et du G10
- du 26 au 28 septembre : Séances plénières du Conseil des gouverneurs du FMI et de la Banque Mondiale. Le Conseil des gouverneurs est composé des ministres de l'économie des pays membres
- 29 septembre : Conférences de presse et conclusions de la Réunion par les directeurs généraux du FMI et de la BM.

Les informations officielles sont disponibles sur www.imf.org et www.worldbank.org

A partir du 22 septembre et jusqu'à la fin de la Réunion, des manifestations auront lieu tous les jours dans les rues de Prague et à proximité des lieux de travail des institutions et de leurs invités. Des dizaines de milliers de personnes sont dorénavant déjà attendues au vu du considérable succès du travail de diffusion orchestré par les ONG locales.

La créativité des manifestations constitue l'une des bases de l'initiative. Du théâtre de rue, des animations, des performances artistiques multiples, des concerts, l'objectif est d'afficher une opposition non-violente et créatrice, une dimension festive est naturellement au cœur du programme. Toutes les manifestations seront non-violentes. Les organismes coordinateurs sont actuellement en pourparlers avec les autorités locales de manière à ce que l'événement se déroule dans de bonnes conditions pour tous.

3. MANIFESTATIONS ET ACTIVITES

Forums publics : Du 22 au 27 septembre, de nombreuses sessions de discussions et d'allocutions se tiendront à Prague. Elles porteront sur la dette des pays en voie de développement, le rôle du FMI et de la Banque mondiale dans la mondialisation économique et la lutte contre le totalitarisme. Les militants des associations et organisations et les personnalités présentes seront invités à évoquer les alternatives qu'ils envisagent pour contrer le néolibéralisme sous toutes ses formes. Les débats seront organisés de façon à ce que chacun puisse librement s'exprimer.

Festival de films vidéos : Les 25 et 26 septembre, des réalisateurs indépendants de



attac

toute la planète exposeront leur travail. Les films projetés sont tous conçus à propos des effets du travail du FMI et de la Banque Mondiale.

• Séminaires des ONG : Les organisations non-gouvernementales présentes à Prague pour les manifestations exposeront publiquement les problèmes rencontrés dans leur travail en rapport avec le FMI et la BM. Des propositions concrètes d'amélioration seront débattues et soumises aux dirigeants des institutions. Seront soulevés naturellement les conséquences des programmes d'ajustement structurel et les problèmes environnementaux.

• Festival culturel : L'ensemble des disciplines artistiques seront représentées pour l'événement. Du cirque aux arts plastiques, de la musique à la poésie, d'innombrables artistes participeront aux manifestations avec la lutte contre le néolibéralisme pour thème général.

PRINCIPALES ONG ORGANISATRICES

• CEE BANKWATCH NETWORK : l'une des plus importantes ONG d'Europe centrale. Son travail consiste principalement à négocier avec les institutions financières et les investisseurs privés pour que soient respectées les règles nationales et internationales en matière d'environnement. Contact : energy@bankwatch.org et www.bankwatch.org

• INPEG (Initiative against economic globalisation) : organisation non-gouvernementale dont le siège est à Prague même. L'INPEG se charge de la communication internationale permettant de rassembler tous les mouvements d'opposition à la mondialisation néolibérale à l'occasion de la Réunion. Contact : Prague2000_cz@hotmail.com et <http://www.inpeg.ecn.cz>

• JUBILEE2000 : mouvement international créé en 1996, militant pour l'annulation de la dette des pays en voie de développement. Contact : mail@jubilee2000uk.org et www.jubilee2000uk.org

4. BRUXELLES-PRAGUE

Les associations belges réunies actuellement autour du projet sont :

- ATTAC-BRUXELLES
- ATTAC-LIEGE
- La Ligue des Droits de l'Homme-Bruxelles
- Le Réseau des Marchés Européennes

- Frontières Ouvertes
- L'Indépendant Média Center (INDIMEDIA)

Des pourparlers sont en cours avec d'autres associations néerlandophones.

Cette liste n'est nullement définitive et continue de s'accroître.

OXFAM-SOLIDARITE organise un voyage de Bruxelles à Prague du 22 au 25 septembre. La raison pour laquelle un autre voyage est organisé est la suivante : comme nous l'avons évoqué plus haut, la majorité des ONG organisatrices de l'événement ont collectivement choisi le 26 septembre 2000 comme « Journée Mondiale d'Opposition à la mondialisation néolibérale ».

Le Comité Bruxelles-Prague et ses partenaires ne disposent pas actuellement de moyens suffisants pour prendre en charge la totalité du voyage et de l'hébergement. Un budget global avoisinant 200.000 FB (5000 Euros) est nécessaire à la réalisation d'un séjour pour 50 personnes, voyage aller-retour en autocar avec air conditionné et logement sur place en camping compris.

Si les crédits susvisés ne sont pas obtenus avant début septembre, une participation d'à peu près 5000 FB (125 Euros) sera demandée aux personnes désirant participer au voyage.

REUNION PUBLIQUE :

Le 28 août 2000, à 20h00 une soirée gratuite sera consacrée à la présentation publique du projet au Cinéma NOVA. Les paramètres fondamentaux de l'initiative y seront exposés et débattus en présence de personnalités et d'orateurs des mouvements concernés. Le programme complet de la soirée est à confirmer. Cinéma NOVA : 3 rue d'Arenberg 1000 BXL. e-mail : novacinema@village.uunet.be

CONTACTS :

• BRUXELLES -PRAGUE : rue Gilbert Combaz 22 1060 BRUXELLES. Tél/fax : 02 539 15 70. e-mail : p Praha2000@technologist.com . Site Internet <http://membres.tripod.fr/p Praha2000>

• ATTAC-BRUXELLES : rue d'Espagne 66 1060 BRUXELLES. Tél : 02 537 49 58 Fax : 02 534 11 74. e-mail : bxl@attac.org



attac

·David POISSONNEAU (coordination-Attac-Bxl) :
rue Georges Lorand 31 1050 BRUXELLES Tél :
02 511 95 28 Portable : 0477 71 36 47
e-mail : dpoissonneau@ibelgique.com

ANNEXE : EXTRAITS D'UN DOCUMENT OFFICIEL

Les extraits suivants sont tirés d'un rapport de l'OCDE intitulé « La faisabilité politique d'un ajustement ». Destiné aux gouvernements et aux responsables des programmes d'ajustement du FMI, ce document à été rédigé en 1996 par M. Christian Morrisson. Il à ensuite été relevé par Eric Toussaint dans son livre « La bourse ou la vie » (éd. Luc Pire 1998). Le texte intégral du document est disponible sur www.oecd.org.

« Les politiques de stabilisation économique et d'ajustement peuvent provoquer des troubles sociaux, voire mettre en péril la stabilité des pays. Les coûts politiques en termes de grèves, de manifestations ou d'émeutes sont très différents d'une mesure de stabilisation à l'autre. Ces recherches ont permis de définir et de préciser les caractéristiques d'un programme de stabilisation politiquement optimal qui, pour un même résultat, minimise les risques politiques. » (Morrisson, 1996, p. 3)

« Une politique monétaire restrictive, des coupures brutales de l'investissement public ou une réduction des dépenses de fonctionnement ne font prendre aucun risque à un gouvernement. Cela ne signifie pas que ces mesures n'ont pas des conséquences économiques ou sociales négatives mais nous raisonnons ici en fonction d'un seul critère : minimiser les risques de troubles. » (ibidem, p. 16)

« Un programme qui toucherait de façon égale tous les groupes (c'est-à-dire qui serait neutre du point de vue social) serait plus difficile à appliquer qu'un programme discriminatoire, faisant supporter l'ajustement à certains groupes et épargnant les autres pour qu'ils soutiennent le gouvernement. » (ibidem, p.18)

« La grève des enseignants n'est pas, en tant que telle, une gêne pour le gouvernement mais elle est indirectement dangereuse puisqu'elle libère la jeunesse pour manifester. » (ibidem, p. 29)

« Le gouvernement peut expliquer que, le FMI imposant par exemple une baisse de 20% de la masse salariale, le seul choix possible est de licencier ou de réduire les salaires et qu'il

préfère la seconde solution dans l'intérêt de tous. » (ibidem, p. 29)

« Beaucoup d'habitants des bidonvilles ou des quartiers pauvres ressentent un sentiment de frustration et d'exclusion par rapport au reste de la population urbaine. Dès lors le saccage et le pillage des magasins dans les quartiers aisés leur permet d'exprimer ce sentiment. Si une mesure de stabilisation – la coupure des subventions par exemple – entraîne une hausse soudaine des prix des denrées courantes, ces populations vont réagir en manifestant avec violence leur désespoir. En effet, cette mesure réduit brutalement leur niveau de vie déjà très bas et arrivés à ce point, les pauvres n'ont plus rien à perdre. » (ibidem, p. 26)

« Il faut, comme au Maroc en 1983-1984, relever d'abord les prix des produits intermédiaires et non pas ceux des produits de base consommés par les ménages pauvres. Si les prix des produits de base sont augmentés, il faut procéder par hausses modérées (moins de 20%) et étalées dans le temps. » (ibidem, p. 27)

« On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population. » (ibidem, p. 30)

Déclaration de Kinshasa

Adoptée le 19 août 2000 par le Conseil National des ONG de Développement de la République démocratique du Congo. Une délégation du CADTM (Eric Toussaint) et du CNCD (Gérard Karlshausen et Dominique Weerts) a participé à l'assemblée annuelle des ONG de la République démocratique du Congo tenue à Kinshasa du 14 au 20 août 2000. Cette assemblée a été précédée le 12 août d'une marche pour l'annulation de la dette extérieure de la République démocratique du Congo à laquelle ont participé 4000 personnes. L'assemblée du CNONGD a également apporté son soutien à l'Appel d'Amsterdam pour l'annulation de la dette africaine et a décidé de préparer activement Dakar 2000 (12-18 décembre 2000).

Plus d'informations : cadtm@skynet.be



attac

DECLARATION DE KINSHASA SUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET SUR L'ANNULATION DE LA DETTE EXTERIEURE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Nous, Membres d'associations et organisations non gouvernementales de développement de la République Démocratique du Congo et Partenaires, réunis au Palais du Peuple de Kinshasa dans le cadre de la Semaine des ONG, du 14 au 19 Août 2000,

Considérant l'état de pauvreté généralisée dans lequel notre Peuple est soumis par la dictature et la mauvaise gouvernance qui ont caractérisé la gestion de notre pays depuis son accession à l'Indépendance ;

Considérant l'accentuation de cette pauvreté par un endettement extérieur pervers et par les effets de la guerre d'agression imposée à notre Peuple par ses ennemis ;

Convaincus que le nouveau millénaire doit être caractérisé par la Justice, la Paix, la Démocratie et le Partage pour les cinquante millions de congolaises et congolais ;

Considérant que le remboursement de la dette s'est fait et peut encore se faire au détriment des conditions sociales des millions des congolaises et congolais, en leur privant du droit à l'éducation, à la santé, à l'emploi, à l'environnement sain et même à la vie ;

Considérant que cette dette n'a été profitable à la population congolaise mais plutôt à quelques individus corrupteurs et corrompus du Nord et du Sud, et que de ce fait, elle est odieuse et illégitime ;

Considérant que le Congo est un Etat actuellement sinistré et qu'il a besoin de ressources suffisantes pour sa reconstruction et plus particulièrement pour la lutte contre la pauvreté ;

Vu l'urgence et la nécessité :

''Prenons notre engagement à conjuguer nos efforts et à mettre toutes nos capacités au service de notre Peuple qui lutte ardemment tant au niveau de communautés de base, du mouvement associatif que dans toutes les structures qu'organisent l'Etat Congolais, pour la Paix, la démocratie, la réduction de la pauvreté et le développement durable,

''Exprimons notre totale désapprobation face à la recherche démesurée de profit par ceux qui, au nom du remboursement de la dette, condamnent des millions des congolaises et congolais à la misère,

''Déclarons impayable la dette publique extérieure de la République Démocratique du Congo,

''Demandons au gouvernement de notre pays d'affecter désormais à la réduction de la pauvreté les fonds jadis alloués au service de la dette,

''Exigeons que soit établi un inventaire des biens mal acquis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre pays et la mise en marche des mécanismes nécessaires à leur restitution au peuple congolais, à travers un fonds de développement durable, qui sera géré en partenariat et démocratiquement par l'autorité publique et la société civile dans son ensemble,

''Demandons aux acteurs de la société civile de s'investir dans le rétablissement des principes démocratiques dans notre pays et de veiller à ce que les emprunts futurs servent effectivement au bien-être de toute la population congolaise,

''Chargeons le Conseil National des ONG de Développement et toute la Société Civile congolaise d'entreprendre des actions appropriées et diligentes pour la mise en application de la présente Déclaration.

Fait à Kinshasa, le 19 août 2000.